

Rapport d'activité pour l'AG du 30 Janvier (mandature janvier 2014 – janvier 2016)

Rappel statutaire : chaque commission élit un ou deux responsables, paritaire. Ce ou ces responsables doivent être validé-es par un vote du Conseil Fédéral.

Le rôle et la place des commissions : fournir des analyses aux militant-es, les mobiliser éventuellement, ainsi qu'à la demande des différentes instances, suivre l'actualité, proposer des communiqués pour les médias, des motions pour le Conseil Fédéral, enrichissant ainsi la ligne politique du parti, alimentant les programmes électoraux., auditionner des « experts », etc.

Elles ont un temps de parole pour présenter leurs travaux aux CF.

Spécificité de la commission Transnationale : un périmètre extrêmement large, donc une charge de travail extrêmement lourde, sans moyens particuliers, mais avec un/e délégué-e au Bureau exécutif, un salarié chargé du sujet (et de l'Europe) au siège.

Cela nécessite évidemment une coordination, c'est ce qui se pratique, par exemple, pour les rencontres avec des représentant-es de partis étrangers ou d'ONG.

Le BE a pour tâche d'appliquer la ligne politique définie en congrès et au CF. La commission a une certaine indépendance, puisque c'est ce dernier qui valide le/la responsable et auquel elle rend des comptes.

Depuis 3 ans, un quart d'heure est prévu à chaque CF pour présenter la situation internationale.

Etat des lieux

Structuration : 7 sous groupes, principalement géographiques, ont chacun un-e animateur/trice et une liste de diffusion : Afrique, Afrique du Nord et Maghreb, Amérique latine, Asie, Coopération et Développement, Moyen Orient, Russie.

Un bureau gère les questions courantes, composé de la Responsable, de 2 trésoriers, des représentant-es des groupes, plus des volontaires ayant une expertise dans certains domaines.

202 présents sur la liste générale ; 127 sur la liste du groupe Afrique

Mais une cinquantaine d'adhérents à jour de cotisations, malgré les relances régulières. La possibilité d'adhérer par CB va sans doute être bénéfique.

Objectifs :

Sensibiliser les adhérent-es aux questions internationales. La situation internationale est complexe, une certaine déconstruction des stéréotypes, des idées reçues, voire de la propagande, volontaire ou due à l'incompétence, des médias est nécessaire.

Cela est d'autant plus vrai dans la période de chaos que nous traversons, où les rapports de domination hérités de la colonisation ou de la guerre froide sont bouleversés, où le capitalisme financier ultralibéral et ses Fonds divers et variés spéculent à tout-va, déstabilisant pays ou secteurs entiers, où les multinationales intensifient leur course destructrice aux ressources raréfiées et où l'actualité est rythmée par les guerres et le terrorisme. Encore plus délicat alors que le gouvernement français a relancé une politique internationale offensive, mais agressive, sur fond de « *Coopération pas désintéressée* », privilégiant l'économie et le commerce.

Outils

Jusqu'en janvier 2015, la commission a publié un **journal** distribué au CF, *Planète verte*, relayé sur son **site**, avec des analyses de fond des différents groupes, des appels à mobilisation, des CR de rencontres.

Des notes plus approfondies sur certaines questions ont été publiées sur le site.

Mes **interventions** en tant que responsable au **CF** sont aujourd'hui relayées sur le site d'EELV avec les comptes-rendus. Elles s'appuient sur les travaux des différents groupes et dernièrement ont fait l'objet de

concertation avec les membres du bureau présent-es aux réunions physiques ou téléphoniques.

Des **motions** sur différents sujets ont été travaillées collectivement, présentées régulièrement et, en général, votées par le CF, elles sont évidemment sur le site d'EELV.

Exception, une motion sur la Syrie, à un moment particulièrement critique après que Bachar El Assad a gazé sa population, les dissensions sur l'analyse de la situation et sur la réaction à avoir, intervention aérienne ou non, étaient trop fortes, malgré un accord trouvé en atelier.

Inter commission : la volonté de travail ensemble et sa nécessité sont réelles. Il est évident que certains thèmes sont transversaux, que ce soit l'eau, l'agriculture, les destructions de l'écosystème, la mer, etc.

Il est pourtant difficile d'y parvenir tant chacun-e est débordé-e par son propre champ d'activité.¹

Quelques motions ont cependant pu être travaillées en commun sur les Migrants, avec la commission *Migration*. Sur la COP21, avec la commission *Environnement, Energie ou Féminisme*.

Et bien sûr, régulièrement, avec la commission *Paix et désarmement*, sur le Moyen-Orient, avec laquelle des ateliers et forums sont organisés à presque toutes les JDE.

Résultats:

Quelques demandes d'intervention par des délégué-es régionaux, des demandes d'adhésions, d'informations, de mobilisation régulières, l'activité de la commission est reconnue.

Pourtant, des questionnements et réflexions montrent encore qu'information et analyse ne circulent pas suffisamment. Le relai par les conseillers fédéraux s'avère insuffisant. 75% de ses membres sont élu-es par les régions. *Mais aujourd'hui les CPR leur donnent-ils la parole pour préparer ou rendre compte des CF ? Encore moins pour l'international. D'une part, l'accumulation de séquences électorales, d'autre part, les tensions internes et externes ont accaparé le temps militant non extensible.*

Propositions à discuter : *passer plus directement par les régions (voir avec le/la délégué-e aux régions du BE et les Secrétaires Régionaux), trouver des référent-es, membre ou non des BER, CPR...*

Liens avec les instances :

Il semble y avoir eu une régression et un faible investissement du Parti quant à l'international, malgré l'insistance de la commission.

Une motion visant à une meilleure prise en compte à tous les niveaux, dans toutes les analyses et dans toute la communication a été votée mais non suivie d'effets. *Ce qui est souvent le cas de nombreuses motions, malgré la tentative de suivi du bureau du Conseil Fédéral.*

Pourquoi ? Hypothèses

Peut-être la participation gouvernementale a-t-elle limité l'expression indépendante d'EELV.

Le rôle très important accordé au MAE par la présence de « poids lourds » comme Fabius, puis au Ministère de la Défense comme Le Drian, a sans doute aussi joué. Il est encore plus difficile d'opposer d'autres analyses quand on invoque la menace terroriste, sans autre explication implicite qu'une guerre de religions , nouvel avatar du fameux choc de « civilisations ».²

Sans doute, la commission de par ses « expertises » (connaissance du terrain) était en avance sur de nombreux sujets, dans l'analyse de la conjoncture et de la prospective.

Il est, difficile pour des écologistes de cautionner une politique qui prône les exportations pour booster la sacro-sainte croissance, comme le ministre de l'Agriculture, le président avec le gaz de schiste en Algérie, Fabius avec les Rafales et les EPR en Iran, etc. Ou le soutien aux dictatures en Afrique...

Résultats

A l'heure actuelle, la prise en compte de la politique internationale est plus forte : l'action de la commission a peut-être joué, mais l'aggravation des conflits, la présence militaire française et la COP21 aussi. Les discours de politique générale de la Secrétaire nationale aux deux derniers CF ont ainsi

¹ Pour y remédier, voire propositions envoyées avec les candidatures.

² Les hypothèses en italique sont celles de la rédactrice NDR

intégré cette dimension³

De même certaines recommandations ont commencé à porter leurs fruits quant aux formulations des motions. On peut obtenir en étant vigilant-es **que tous les thèmes soient examinés à l'aune de l'international**. Par exemple, lors de motion sur le nucléaire, toujours rappeler le scandale des mines d'uranium souvent oubliées. Pour la transition énergétique, la relier à la dette écologique. Avec Tafta, dénoncer les APE, etc.

En parallèle, **ne jamais négliger l'aspect écologique dans les réflexions internationales**, même s'il s'agit d'une actualité politique ou sociale. Il est fondamental de souligner combien ces questions sont présentes et prégnantes, au-delà parfois des apparences. Par exemple, un paragraphe sur le Jourdain, la captation de l'eau, dans les colonies a été rajouté dans un communiqué commun avec l'AFPS. Le rôle de la sécheresse dans les premières manifestations en Syrie. Au Barhein, l'exploitation du sable par le Qatar entraînant la raréfaction du poisson, etc.

Communiqués : très nombreux, en lien avec l'actualité, surtout sur l'Afrique, où les mouvements sociaux se battent pour de « vraies » démocraties », mais aussi sur le Moyen Orient, Syrie, Arabie Saoudite, évidemment, puis Liban, Iran, Turquie, etc.

La quasi totalité des communiqués sur l'international ont été rédigés par des membres de la Transnat, validés pour la plupart par le bureau. Le salarié du siège qui les gère en a félicité la commission.

Ces textes travaillés collégialement, d'où des délais parfois un peu limites, sont souvent un peu longs, mais comme le dit un des porte-paroles, cela permet d'avoir des analyses qui peuvent ensuite servir de référence. Validés par les PP, ils sont rarement retoqués.

Certains sur la Palestine l'ont été. Ils ont semble-t-il été soumis au directeur de cabinet de la SN et à la SN elle-même. Malgré plusieurs relances, il n'y a pas eu d'explications.

Propositions

S'il est normal que le BE décide en dernier ressort de la publication des communiqués, il serait souhaitable, d'une part que le texte qui fait polémique soit soumis à l'ensemble du BE, d'autre part que le refus soit motivé. Charge à la commission si les auteurs considèrent que la publication du communiqué est importante à le renvoyer au CF sous forme de motion.

Liens avec les élu-es

Solidarité internationale: assez difficile. Un essai de mobilisation sur la Syrie n'a été possible qu'avec Paris et l'IdF, de même sur la Palestine ; des motions communes avec une élue de Rhône Alpes sur les peuples autochtones en Equateur., avec Paca, etc. De nombreux-ses conseiller-es régionaux ou municipaux sont mobilisés, mais trop débordés pour réagir aux sollicitations nationales.

Parlementaires

Des liens individuels ont été tissés soit sur des pays ou régions (Turquie, Palestine, Mali, Afrique de l'Ouest), soit plus régulièrement autour de projets (*Livre pour une défense verte*), de colloques...

Un député, alors co-président du groupe écologiste, consultait régulièrement la commission pour préparer les débats sur la situation moyen-orientale, malgré des désaccords importants.

Malheureusement, certains pratiquaient une forme de « diplomatie » parallèle en désaccord avec les positions du parti, très préjudiciable à sa crédibilité.

Les eurodéputé-es ont souvent participé à des ateliers des JDE, qu'ils ont pu aussi financer.

Liens extérieurs

Les membres de la Commission participent à de nombreux **collectifs**.

Elle peut y être représentée régulièrement, comme au *Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique*, ou les collectifs de soutien à la Syrie, anti-Tafta, sur l'Otan, etc. Certains liens étant « officiels » comme celui avec le *Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens*.

3 Son discours aux JDE 2015 lors d'une plénière avec Fabius était d'ailleurs excellent

Nous sommes souvent sollicités pour des signatures de soutien à des mobilisations, des pétitions, des lettres à des officiels, etc. Ces signatures sont soumises à l'approbation du BE.

Rencontres : des ONG, des partis politiques étrangers nous demandent des rendez vous. Du Soudan au Chili, à Cuba, en passant par Djibouti, le Mali, la Tunisie, Madagascar, ou encore, récemment, le Kirghizistan, ces rencontres sont souvent tripartites, BE, membre du groupe de la Transnat concerné, salarié. Et donnent lieu à des CR.

Elles sont généralement passionnantes, il est parfois possible d'y assister par skype.

Une mobilisation collective importante : la question des réfugié-es :

Au CF d'Octobre, un débat, **organisé par le BE**, avec intervention de délégué-es de ces réfugié-es, a été suivi par une réunion avec eux (principalement soudanais, Érythréens, Syriens, Afghans...) dont une femme, des membres de la commission Transnationale (F Alamartine, A. Kleiche), une EELV francilienne (Randa Masot) et des élu-es parisien-nes très engagé-es dans l'accueil.

On constate une **importante mobilisation d'EELV et de ses élu-es**, pour réagir aux évacuations, aider aux hébergements, aux problèmes matériels, intervenir auprès des collectivités territoriales, etc. Il a été évoqué l'idée d'un **bilan élaboré avec les militant-es francilien-nes et la commission Migration**.

Par ailleurs, il semble important de clarifier la **question du vocabulaire**, qui n'est pas neutre, employé par les politiques ou les médias : abstrait et réifiant comme « *la crise/le flux migratoire* », ou encore le choix de parler de Migrants et non de réfugiés. *Voir Médiapart qui y a consacré une rubrique*.

Cette confusion dans les mots se retrouve avec un danger d'instrumentalisation : en différenciant réfugié-es des pays en guerre et « migrants » économiques, on risque de valider le rejet des seconds. Alors qu'ils sont aussi victimes d'une guerre moins visible mais bien réelle, la guerre économique.

Il nous faut donc déconstruire tous les discours de peur, qui parlent « *d'invasion* », alors que la proportion par rapport à la population est infime. Pascal Durand, très investi sur le sujet, maîtrise parfaitement cet argumentaire, *il est prêt à répondre à des invitations pour intervenir*.

EELV comme les parlementaires, comme les eurodéputé-es ont pris des positions très claires par rapport à la **politique européenne** et à l'horreur du drame qui se passe en Méditerranée, toujours un cimetière, avec toujours comme seules mesures un renforcement répressif par Frontex : camps de rétention ou murs de dissuasion imposés (par chantage) aux pays du sud de la Méditerranée.

Il est aussi nécessaire de resituer dans le contexte général, **les causes de cet exode** que sont la politique internationale, les guerres, les ventes d'armes mais aussi la diplomatie économique menée par le gouvernement français (exportatrice) ou l'UE (APE) et les multinationales de tous secteurs. Auxquelles s'ajoutent t les effets déjà dévastateurs du réchauffement climatique comme la baisse de budget du HCR qui aggrave considérablement la survie des réfugié-es dans les pays alentours⁴

Perspectives : Appuyer le réseau des villes pour les réfugié-es, passer par la Fève. Organiser un colloque avec toutes les gauches et écologistes pour déconstruire les discours majoritaires, soutenir et proposer des solutions pérennes. Danielle Auroi serait d'accord..

Voyages

Des membres de la commission se sont rendus à des événements extérieurs importants : le *Forum*

4 Comme au Liban, dont la population s'est aussi révoltée contre la corruption de ses gouvernants, et contre leur impéritie, voir communiqué.

*Social Mondial de Tunis*⁵, le congrès de la *Fédération des Amériques* à Lima, à l'occasion de la COP20, une réunion bi-annuelle du *Parti Vert Européen* à Istanbul.

Journées d'été

La commission anime beaucoup d'ateliers, quelques forums mais plus de plénière depuis 3 ans, sauf en 2015 sur la COP21 organisée entièrement par le BE. La liste en serait trop longue, on peut les retrouver sur les archives ou annoncés sur les *Planète verte* accessibles sur le site de la Transnat, ou encore en trouver le résumé sur le site général d'EELV.

Ils couvrent souvent l'actualité, Syrie, Moyen-Orient, Mali, Russie, Ukraine, Palestine, Amérique latine, Industrie extractive, etc. Ils sont l'occasion d'auditionner des « universitaires », des militants de tous pays, de confronter nos analyses, d'approfondir et populariser des réflexions pas toujours facilement disponibles.

Mais ils posent des problèmes financiers difficiles à gérer...

Difficultés

Des dysfonctionnements ont peu à peu ralenti le travail du bureau. Peu de réponses aux demandes de réactions, de signatures, de décisions de réunions, etc.

Planète verte s'est interrompu pour ces mêmes raisons, plus des questions de financement (coût des photocopies). Le site n'a plus été entretenu.

Des polémiques paralysantes ont parfois traversé les listes et cassé la collégialité nécessaire.

Que ce soit sur la Syrie, l'Ukraine, il est évidemment difficile d'avoir un consensus. Des débats très longs lors d'ateliers au CF ont parfois permis d'aboutir à des compromis.

L'élaboration collective des derniers communiqués semblent montrer une nette amélioration grâce aussi à un investissement de nouveaux membres du bureau.

Pourquoi ? Hypothèses :

- *Les élections à répétition ont capté beaucoup d'énergie.*
- *Peut-être la situation dramatique du monde et notre relative impuissance attisent-elles les divergences qui deviennent des points d'affrontement violents.*
- *Les problèmes qu'a connus le parti alimentent le découragement.*

Réflexions

- ▲ *Le travail en sous groupes est à questionner / ne cloisonne-t-il pas trop la commission ?*
- ▲ *Le nombre de membres du bureau n'est-il pas trop important ?*

Françoise Alamartine, 27 /01/2016
Responsable de la Commission Transnationale

5 Voir le CR rédigé pour le groupe Afrique. Ces voyages ne sont pas financés entièrement par la Transnat ; des eurodéputés ont participé à celui pour Tunis 2015; seuls 4 jours d'hôtel ont été remboursés à Lima.